



Conseil de sécurité

Débat ouvert sur

Les femmes et la paix et la sécurité: lutter contre les violences sexuelles en temps de conflit par l'autonomisation, l'égalité des sexes et l'accès à la justice

Women, peace and security: Preventing sexual violence in conflict through empowerment, gender equality and access to justice

New York, le 16 avril 2018

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir organisé ce débat, qui nous permet de réfléchir aux meilleures stratégies de prévention de la violence sexuelle dans les situations de conflit.

La Suisse a toujours prôné une approche préventive en matière de conflits et de violence. En prévenant la violence sexuelle, nous protégeons non seulement des individus contre l'une des formes de violence les plus cruelles, mais aussi la société dans son entier. La bonne nouvelle, c'est que les outils nécessaires à une telle approche préventive – accès à la justice, égalité entre les sexes et autonomisation – sont bien connus et que nous les avons à notre disposition, comme le Secrétaire général l'a exposé dans son rapport.

Permettez-moi de commencer par l'**accès à la justice**, qui demeure un défi majeur pour toutes les victimes de violences sexuelles, surtout dans les régions touchées par un conflit, où les systèmes judiciaires sont faibles ou inexistants. La crainte généralisée de subir des représailles et d'être stigmatisées décourage ces victimes de se manifester. Les organismes chargés de l'application de la loi sont de ce fait des partenaires importants dans la lutte contre la violence. C'est pourquoi la Suisse soutient la police et les forces armées en organisant des formations afin de les sensibiliser au respect de la législation et de les initier à une approche centrée sur les victimes pour le traitement des cas de violences sexuelles. La première étape consiste souvent à accroître la confiance de la population à l'égard de la police. En

République démocratique du Congo, nous apportons notre appui à l'organisation par la police de journées portes ouvertes destinées à la population locale. Au Tadjikistan, en Afghanistan et au Népal, la Suisse a collaboré avec les forces de police locales en vue de mettre sur pied des unités de police spéciales chargées de s'occuper des violences sexuelles et sexistes commises dans le cadre de la famille. La Suisse privilégie également les efforts destinés à appuyer la révision des législations nationales, à favoriser l'assistance juridique et à assurer aux victimes un accompagnement psychosocial tout au long de la procédure judiciaire. Nous encourageons et soutenons également les efforts visant à mieux documenter les viols et autres formes de violences sexuelles commises à l'égard d'hommes et de garçons dans les situations de conflit armé afin de contribuer à une lutte plus efficace contre ces crimes.

Je voudrais maintenant aborder l'**égalité entre les femmes et les hommes**, qui est le principal moyen de prévention. L'expérience montre qu'il existe un lien étroit entre le manque d'égalité entre les sexes dans une société et la propension à prendre les armes. Une analyse approfondie de la dynamique des rapports de genre peut donc être utile pour concevoir des programmes sur mesure destinés à éviter l'éclatement de conflits. C'est pourquoi, dans son 4^e plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, la Suisse aura également à cœur de promouvoir une réforme du secteur de la sécurité qui tienne compte des spécificités des deux sexes et d'encourager le déploiement d'équipes mixtes au sein des unités militaires et de police. Ce plan d'action national reconnaît en outre la nécessité de l'autonomisation économique des femmes, condition préalable à leur participation sur un pied d'égalité à la consolidation de la paix. Cependant, il ne suffit pas de se concentrer sur l'autonomisation des femmes ; les initiatives menées doivent obtenir le soutien de tous les membres de la famille pouvant appuyer les femmes dans leur quête d'indépendance financière.

Cela m'amène au troisième point de mon intervention : l'**autonomisation**. Il ne s'agit pas uniquement de l'autonomisation des femmes. Les hommes aussi ont besoin d'autonomisation et d'éducation pour faire évoluer les rapports de genre traditionnels et mettre fin aux modèles de comportement néfastes. Dans toute stratégie de prévention des conflits et de la violence, il est essentiel d'inclure les hommes et les garçons dans la démarche, en tant qu'alliés, en tant que victimes ou auteurs potentiels de violences et en tant que défenseurs de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour conclure, nous demandons instamment d'intégrer systématiquement dans nos prochains débats sur la prévention des conflits ces trois outils que sont l'accès à la justice, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Thank you for convening this debate, which allows us to reflect on the best strategies for preventing sexual violence in conflict.

Switzerland has always advocated a preventive approach toward conflict and violence. By preventing sexual violence, we not only protect individuals from one of the cruellest forms of violence, we also protect society as a whole. The good news is that the necessary tools for such a preventive approach – access to justice, gender equality and empowerment – are well known and at our disposal, as the Secretary General laid out in his report.

Let me start with **access to justice**, which remains a major challenge for all survivors of sexual violence, especially in places affected by conflict, where judicial systems are weak or inexistent. The widespread fear of reprisals and stigma discourages people subjected to sexual violence from coming forward. Law enforcement agencies are therefore important partners in dealing with violence. Therefore, Switzerland supports police and armed forces by training them about compliance with existing legislation and how to take a victim-centred approach when handling cases of sexual violence. Often the first step is to increase public trust in the police. In the Democratic Republic of the Congo, we have been supporting police 'Open Door' days for local people. In Tajikistan, Afghanistan and Nepal, Switzerland has worked with local police forces setting up special Family Police Units to deal with cases of sexual and gender-based violence. Switzerland has also prioritised efforts to support the review of national laws, promote legal aid and provide survivors with psychosocial counselling throughout the judicial process. We also encourage and support efforts to improve the documentation of rape and other forms of sexual violence against men and boys in situations of armed conflict to better inform responses.

Let me turn to **gender equality** as the principle means of prevention. There is a strong empirical connection between the lack of gender equality in a society and readiness to take up arms. A thorough analysis of the dynamics of gender equality can therefore help to design tailor-made programmes to prevent conflicts from breaking out. This is why Switzerland's 4th National Action Plan on Women, Peace and Security will also focus on promoting gender-responsive security sector reform and the deployment of mixed teams in military and police units. The National Action Plan further recognises the need for women's economic empowerment as a precondition for equal participation in peacebuilding. However, it is not enough to simply focus on empowering women; initiatives need to gain the support of all family members who can champion women's financial independence.

This brings me to the third point: **empowerment**. We are not only talking about women's empowerment. Men also need empowerment and education in order to transform traditional gender-relations and put an end to harmful behavioural patterns. Including men and boys as allies, as potential victims or perpetrators, and as champions for gender-equality – is crucial in any conflict and violence prevention strategy.

To conclude, we urge the inclusion of these three tools – access to justice, gender equality and empowerment – in all of our further discussions on conflict prevention.

Thank you, Mr President.